

Manifeste pour  
une **vraie** démocratie mondiale

Ou

**De la démocratie usurpée**

**Yves Marineau**

Version beta 1,1

## **TABLE DES MATIÈRES**

Introduction	3
1- L'économique	5
1,1- L'environnement	6
1,2- La santé	8
1,3- Les subventions	11
1,4- Les impôts	13
2- Le culturel	16
3- Le politique	27
Conclusion	24

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation sans autorisation réservés pour tous les pays.

©Éditions ?, 2005-2011  
2146 Montgomery, Montréal, H2K 2R8.

## **Introduction.**

**Qui dit mondialisation des marchés dit mondialisation des problèmes.**

**À des problèmes mondiaux il faut une solution mondiale.**

Les problématiques politiques, économiques, environnementales et la protection de la culture sont maintenant les mêmes partout sur la planète.

Les États sont maintenant en concurrence financière directe (avec les subventions, par exemple, ou encore les bas taux de taxation des entreprises, les normes anti-pollution, etc.) et doivent aller à l'encontre de leurs désirs afin d'éviter la fuite des capitaux. Alors qu'ils devraient avoir des objectifs communs afin de favoriser une saine concurrence respectant financièrement tous les citoyens, leurs cultures et l'environnement.

Le dogme économique est maintenant la nouvelle église de l'idéologie du monde moderne. L'échelle des valeurs s'est maintenant inversée au point de mettre l'économique au devant des valeurs aussi fondamentales que le respect de la vie.

Les « démocraties » de représentations, trop largement financées par les multinationales, ont favorisé à l'excès ce renversement des valeurs.

Pourtant la grande majorité des citoyens du monde sont partisans d'une démocratie directe<sup>1</sup> internationale. Tous les citoyens du monde sont partisans d'une vraie démocratie mondiale.

N'est-ce pas là le meilleur moyen de définir les balises à l'intérieur desquelles l'économie doit se développer?

---

<sup>1</sup> Une démocratie directe signifie une démocratie où les lois sont décidées par tous les citoyens par opposition à une démocratie de représentation où les lois sont votées par des représentants élus défendant trop souvent des intérêts particuliers - afin de pouvoir financer leur réélection - au détriment des intérêts communs.

## **1- L'économique**

Le champ de l'économique a tranquillement pris le dessus sur le culturel et le politique depuis la Révolution française.

Tout lui est subordonné depuis la création de la « démocratie » de représentation.

### **Démocratie**

La « démocratie » moderne, la « démocratie » de représentation, a usurpée à la Grèce antique le terme de « démocratie ». Dans la vraie démocratie, la démocratie de la Grèce antique, ou la démocratie « idéale », ce sont tous les citoyens qui avaient le droit de prendre parti sur toutes les décisions et de voter les lois.

### **Bourgeoisie**

La bourgeoisie a remplacé la monarchie par une représentation élue, largement favorisée financièrement par la bourgeoisie, et aujourd'hui des pays sont dirigés par des partis financés par les multinationales.

### **Multinationales**

Il n'est donc pas surprenant que des gouvernements soient soumis aux directives des multinationales. Certains gouvernements n'ont pas d'autres choix que de répondre aux attentes des multinationales pour pouvoir être réélus. De nos jours, le succès politique passe d'abord et avant tout par la *visibilité*, donc par la publicité, donc par le financement des partis. Dans certains pays, la visibilité apportée par la publicité suffit à elle seule à polariser l'attention sur 1 ou 2 partis financés par les multinationales et à faire sombrer dans l'oubli les tiers partis.

Les programmes des tiers partis, comme les intérêts des particuliers, passent donc en second derrière les intérêts des représentants qui veulent être réélus, et de leurs sources de financement, soit les multinationales.

Donc, toute mesure économique, environnementale, politique et culturelle qui ferait l'unanimité chez tous les citoyens ne peut être mise en œuvre parce que, jusqu'à maintenant, aucune autorité ne pouvait imposer des normes internationales.

D'où la nécessité d'un pouvoir mondial pour encadrer les balises du développement économique.

**Par Qui?** Mais **qui doit définir ces normes internationales?** L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)? L'Organisation des Nations Unies (ONU)? Une démocratie de représentation? Ou bien une Vraie Démocratie Mondiale soit, une démocratie directe?

- **1,1- L'environnement**

L'environnement est le grand perdant du pouvoir de l'économique. Comme les états sont en compétition entre eux, plutôt qu'en cohésion entre eux, aucun État ne veut réglementer de façon trop sévère ni les organisations, ni les particuliers dans leurs pratiques journalières.

Comme il y a urgence et que l'autorégulation des émissions polluantes est un échec à court terme, seul la coercition peut être efficace mais, tout État qui serait trop sévère face à la compétition des autres États se tirerait dans le pied économiquement. Toute lutte contre la pollution qui hausserait les frais de production rendrait non compétitive toute entreprise qui se trouverait dans le pays restreignant le plus la pollution.

Les États risquent donc, soit de nuire à leur propre économie, soit de boycotter les produits en provenance d'États pollueurs au risque d'être eux-mêmes victimes de représailles économique ou alors, les États doivent s'entendre sur le respect de normes environnementales internationales communes et les appliquer.

Malheureusement les États, dont les partis sont financés par les multinationales, semblent moins déterminés que les citoyens à aller de l'avant.

Pourtant est-ce qu'un polluant, ou un niveau de pollution, interdit dans un pays est moins polluant dans un autre? Y est-il moins nocif?

**Face à un grave problème de pollution mondial, qui s'amplifie de façon exponentiel, a-t-on d'autres solutions qu'une solution mondiale ?**

- **1,2- La santé**

Non seulement les frais des soins de santé explosent dans les pays industrialisés à cause du vieillissement de la population mais, en plus, près de 20 millions de personnes meurent à chaque année prématurément à cause de la pollution selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Ce qui signifie que des dizaines de millions de personnes sont touchées par des maladies, tel les maladies respiratoires, à chaque année. Avec les coûts sociaux qui s'en suivent (frais médicaux, pertes de productivité, pertes de revenus de taxation pour les divers paliers de gouvernements, etc.) Et ces frais croîtront de façon exponentielle si le taux de pollution croît selon les prédictions.

*Ce qui signifie que nous participons donc tous collectivement au plus grand génocide de toute l'histoire.*

Jamais autant de personnes ne sont mortes « assassinées », en quelque sorte, à chaque année à cause de certains individus. Si nous tuons 20 millions de personnes par an cela signifie que nous « exécutons »

collectivement, au cours d'une vie moyenne de 80 ans, 1,6 milliard d'individus!

*Autrement dit chaque individu dans les principaux pays industrialisés est un assassin responsable, à différents niveaux, de la mort d'une personne au cours de sa vie.*

Au niveau actuel nous allons tous être responsables de la mort d'une personne et si le taux de pollution continu d'augmenter de façon exponentielle le nombre de mort pourrait décupler. Ce qui signifierait que nous pourrions être responsables de la mort de 4 personnes, chacun, au cours des 40 prochaines années. Inutile de dire que quelques-unes de ces personnes pourraient être des proches, puisque la pollution est plus élevée dans les pays industrialisés et que l'une de ses personnes pourrait être... *soi-même!*

Comme il y a urgence, et que l'on ne peut pas attendre 50 ans pour changer les habitudes des gens les plus conservateurs<sup>2</sup> ne doit-on pas imposer des Taxes sur les Produits et Services Nocifs (TPSN)? Afin de réduire la pollution à un niveau plus qu'acceptable et, du même coup, verser les revenus de la TPSN pour financer les soins de santé requis à cause de la pollution?

N'est-ce pas normal que les pollueurs paient pour leurs dommages? On ne peut quand même pas demander à ceux qui font un effort pour réduire leurs émissions polluantes de payer pour les frais médicaux causés par des entreprises et des particuliers « assassins-pollueurs » insouciant, manipulés par la publicité automobile par exemple, qui s'« auto-suicident » dans leur bagnole de « Gino-en-auto »? Ou encore, de demander aux citoyens du Tiers-Monde de payer pour les dégâts écologiques fait par des entreprises qui s'établissent à l'étranger pour non seulement profiter de main-d'œuvre à bon marché mais en plus de normes environnementales plus laxistes.

Mais, encore une fois, aucun État ne peut se permettre de prendre des mesures qui les rendraient non compétitifs et qui ferait déménager les entreprises dans des pays où les normes seraient encore plus permissives. Cela ne ferait que déménager le problème sans le régler.

**Seul un pouvoir international permettrait d'établir des normes qui ne défavoriseraient plus aucun État au détriment d'un autre et qui garantirait l'uniformisation de normes environnementales sur toute la planète.**

---

<sup>2</sup> Seule une minorité de personnes ont réduit leur consommation d'énergie d'une façon significative au cours des dernières années. Les gens les plus progressifs réagissent rapidement mais les éléments les plus conservateurs ne changent pas leurs habitudes avant que la majorité de la population ne l'ait fait, ce qui peut prendre de 25 à 50 ans.

**Même la plupart des entreprises sont prêtes à moins polluer, à condition que leurs compétiteurs internationaux, fassent de même.**

### **1,3- Les subventions. OMC et subventions?**

L'OMC ne peut s'autoréguler. Prenons seulement l'exemple des subventions, toutes les multinationales n'envisageraient jamais les abolir alors que tous les citoyens et gouvernements s'opposent à de telles pratiques.

Toutes les multinationales n'envisageraient jamais les abolir puisque, même pour couvrir des frais de recherches et de développements, les subventions sont autant d'économies sur des frais qui auraient nécessité un endettement, avec tous les frais qui s'en suivent, tels les intérêts. Les subventions évitent donc des frais qui permettent de transformer les premières productions en bénéfiques, et même une partie des subventions peuvent se transformer en bénéfiques si les coûts de recherches sont moindres que prévu ou illégalement gonflés.

Si les entreprises payaient leur quote-part des taxes et des impôts, les entreprises pourraient, peut-être, exiger un juste retour de ce qu'ils paient. Mais, dans le contexte actuel ce sont les particuliers qui paient le plus d'impôts et qui voient ces milliards de dollars versés en cadeaux aux multinationales.

Alors que dans une vraie démocratie directe internationale tous les citoyens et gouvernements s'opposeraient à de telles pratiques, et les subventions seraient interdites. À la limite, les États pourraient investir dans des entreprises, à condition de toucher leur part des dividendes au même titre que tous les actionnaires et avec la possibilité de revendre les actions émises. De façon à pouvoir récupérer l'argent investi en revendant les actions au prix du marché.

Mais tant qu'il n'y aura pas de pouvoir international, il y aura une dictature des multinationales internationales qui perpétuera le « vol » de subventions auprès des citoyens.

### **Tiers-Monde**

Et les Pays qui en souffrent le plus sont les Pays du Tiers-monde qui normalement devraient être les plus favorisés sur le plan du développement économique du fait de leurs bas salaires mais qui sont pénalisés parce qu'ils manquent de ressources. Les États pauvres ne peuvent verser des subventions, il en découle un cercle vicieux qui limite leur développement parce que, en plus, les marchés de proximité ont un taux de chômage trop élevé pour créer un marché régional intéressant.

#### 1,4- **Les impôts.** OMC et Impôts

Même chose pour ce qui est de la taxation des revenus. Il n'y a aucune raison pour que les mieux nantis profitent d'un taux d'imposition plus bas que la classe moyenne. Dans une vraie démocratie directe internationale, tous les citoyens et gouvernements s'opposeraient à de telles pratiques et les taux d'imposition aux plus riches seraient égaux ou supérieurs à celui de la classe moyenne.

Mais les multinationales profitent en ce moment de l'absence de normalisation internationale et de la compétition qui en découle entre les États qui cherchent à attirer les capitaux dans leur Pays.

Même dans le cas des États où le financement des partis par les entreprises est interdit, les gouvernements sont soumis à une concurrence internationale qui ne donne aucune latitude à leurs politiques économiques. Tous les citoyens et tous les gouvernements voudraient abolir les subventions aux entreprises et établir un taux d'imposition des corporations au moins équivalent à celui des particuliers. Mais, aucun gouvernement ne peut le faire si tous les autres gouvernements ne le font pas. Si par exemple un État augmentait le taux d'imposition des corporations de façon significative ou s'il augmente ses normes anti-pollution, ou encore, s'il augmentait les taxes sur les polluants, tels que le pétrole et le charbon, ou encore s'il abolissait les subventions, ce serait économiquement suicidaire pour tout gouvernement. Parce que les *entreprises déménageraient dans l'État le plus favorable à leurs intérêts économiques.*

Alors que la fin des subventions et l'imposition des multinationales permettraient aux États de retirer les impôts auxquels ils devraient normalement avoir droit et surtout rendrait la compétition plus saine avec les petites et moyennes entreprises qui, elles, en « arrachent » face aux multinationales puisqu'elles doivent payer des impôts au taux des particuliers. Ce qui rend les PME beaucoup moins compétitives, rentables et les empêchent de croître au même rythme que les multinationales, ce qui les mène trop souvent à la faillite, aux bas salaires, à l'appauvrissement régional, etc. Ce qui a pour effet que les marchandises sont exportées d'un bout à l'autre du monde par des multinationales qui polluent plusieurs fois mortellement au lieu d'être produites régionalement, ce qui éviterait de sur-polluer.

Et d'après vous qui est favorisé par l'imposition des petites et moyennes entreprises au taux des particuliers? Les multinationales! Celles-là mêmes qui financent les partis qui en retour favorisent la dictature des grandes industries et des grands propriétaires.

## **1,5 De la démocratie dans les entreprises.**

À quand de la démocratie dans les entreprises? Quand est-ce que les actionnaires voteront les décisions administratives majeures, incluant les salaires des dirigeants? À quand plus de démocratie? N'y aurait-il pas plus de droiture de cette façon? Dans l'intérêt des actionnaires et des citoyens? Plutôt que de voir tout se faire tout d'abord dans l'intérêt des dirigeants d'entreprises et des actionnaires majoritaires?

### **1- 1- Le culturel.**

La culture régionale est menacée par l'économique. La dictature des multinationales en étant la cause première, alors que l'économique devrait être soumis aux normes culturelles de chaque État-régional-culturel.

Si les normes économiques étaient décidées par tous les citoyens, plutôt que par les multinationales, les multinationales paieraient des impôts, elles se développeraient moins rapidement que les PME (petites et moyennes entreprises) qui, elles, se développent localement et en respectant les cultures régionales.

Tous sont d'accord, c'est le culturel qui doit régir les balises de l'économique, pas le contraire.

Mais le rouleau compresseur et uniformisateur des multinationales voudrait, ici aussi, imposer son dictat.

### **1- Le politique**

Le politique devrait régir le culturel et l'économique. Mais en ce moment les pouvoirs sont inversés. Ce sont les multinationales, sinon les riches, qui décident des lois économiques puis culturelles et politiques nationales.

Alors que dans une vraie démocratie, tous les citoyens donneraient la primauté du droit politique et culturel gagnante sur le pouvoir du droit économique.

Mais attention une vraie démocratie ne serait pas anticapitaliste. Une vraie démocratie viendrait déterminer les limites à l'intérieur desquelles peut se développer le capitalisme. Et l'une des premières valeurs serait celle voulant que la vie doive primer sur le profit.

**La vie avant le profit.** Le développement économique doit se faire dans le respect du droit à l'air pur avant le profit, le respect de l'environnement, de l'eau saine, etc.

Soit tout le contraire de la « soi-disant démocratie actuelle » qui permet de produire au moindre coût plutôt que de la façon la plus propre et respectueuse de notre environnement qui soit possible.

## **Vrai démocratie ou « dictature démocratique »?**

Sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifierait une dictature et 10 une vraie démocratie, une démocratie directe, nous pouvons dire que nous vivons (en occident) dans une « dictature démocratique ».

Une dictature où l'on peut choisir son dictateur pour quelques années. Soit le niveau 1 de la démocratie. Autrement dit, une note de 1 sur 10, ce qui signifie un échec de la démocratie.

Et c'est justement ce que nous voyons dans nos sociétés, dite « démocratiques », un désintérêt ou plutôt un désenchantement de la sphère du politique sous sa forme actuelle soit, la démocratie de représentation. Tous les citoyens veulent plus de démocratie. Et non pas d'une dictature démocratique qui à un seul avantage sur une dictature, soit le pouvoir de changer de dictateur s'il est trop « méchant ».

Quoiqu'il en soit, une dictature démocratique reste une dictature où l'intérêt de certains particuliers passe en premier lieu, puisque les partis politiques comptent sur les mieux nantis pour leur fournir les fonds qui serviront à leur visibilité médiatique qui mènera à leur réélection et l'intérêt de tous passe après.

**De la démocratie améliorée.** La démocratie pourrait être améliorée de l'une ou de plusieurs des façons suivantes :

- 3,1 Des élections proportionnelles.
- 3,2 L'interdiction des dons des entreprises, organisations, syndicats, et même des particuliers puisque ce sont toujours les plus riches qui financent les partis avec des contributions maximales permises par la loi. Il n'y a pas beaucoup d'assistés sociaux ou de bas salariés qui arrivent à donner une contribution maximale! Contrairement aux mieux nantis.
- 3,3 Verser un financement égal aux partis ou encore mieux, égal à tous les candidats.
- 3,4 Une visibilité égale pour tous dans les médias.
- 3,5 L'interdiction des partis. Non pas pour l'établissement d'un parti unique, au contraire, pour que tous les élus puissent voter librement sur toutes les questions et ne créer un parti que sur un projet de loi à la fois. Sinon à quoi sert-il d'élire des représentants s'ils votent tous comme une seule personne ou comme le chef de parti le décide? Si nous élisons plusieurs représentants, c'est pour s'assurer qu'ils votent de bonnes lois et que tous puissent faire preuve de

jugements critiques pour présenter des amendements qui bonifieront les lois. Non pas pour suivre la ligne de parti qui s'apparente trop au parti unique des dictatures. Mieux vaut 100 élus à l'esprit critique qui modifient les propositions de lois pour le mieux, que d'avoir un seul parti d'opposition.

- 3,6 Interdire la publicité et faire parvenir à tous les citoyens un résumé du programme de tous les candidats dans chaque comté. Pour que les citoyens votent à partir des programmes des candidats, des idées, en un mot du contenu et non pas du contenant, de la visibilité, de la publicité et d'affiches sur les poteaux! Que l'on fasse enfin appel à l'intelligence humaine pour voter et que l'on ne prenne plus les électeurs pour des cons.
- 3,7 Avoir au minimum des référendums (en même temps que les élections, par mesure d'économies) sur les grandes décisions.
- 3,8 Avoir au moins des référendums pour déterminer un droit normatif auquel doivent se plier tous les dirigeants.
- 3,9 Ou encore des référendums postaux sur toutes les décisions législatives et administratives et par Internet sur les décisions qui font presque l'unanimité dans les sondages. Et éventuellement toute, en permanence, par Internet lorsque la sécurité le permettra.

**Une vraie démocratie.** Ce qui serait bien plus simple et efficace serait de faire, ce que tous les citoyens désirent, soit une vraie démocratie. Où tous pourraient participer aux décisions législatives et administratives et élire le pouvoir exécutif.

Tous les débats se feraient dans la population. Les grandes questions feraient évoluer la population bien plus vite que lorsqu'elles sont soumises et débattues en chambre parlementaire seulement.

Tous les citoyens sont de plus en plus préoccupés par la politique et de plus en plus non-partisans. De plus en plus déçus de la démocratie de représentation et de plus en plus prêts pour une vraie démocratie, une démocratie directe. Et même si seulement 100 000 personnes étaient prêtes à voter sur une question, sur une population de plusieurs millions ou milliards d'individus, le vote ne pourrait être que plus représentatif que celui de 100 élus qui votent en fonction d'intérêts particuliers ou dans le but d'être réélus. **100 000, 1 million ou 1 milliard de personnes ne peuvent voter que dans l'intérêt de tous les citoyens et rendent presque impossible toute forme de parti pris ou de corruption législative.**

Certains opposeraient le fait que les citoyens sont moins progressifs que les élus, d'autres pourraient opposer que les choses évoluent bien plus

vite quand le débat se fait dans la population. Et qu'il vaut mieux une société qui évolue dans les faits, dans la vie de tous les jours, dans ses pratiques et ses attitudes, que seulement dans ses lois.

La réalité change de plus en plus rapidement et aucun gouvernement élu ne pourra jamais suivre la réalité, la « *Vernunft* »<sup>3</sup>, et la population ne pourra suivre que si le débat descend dans la population.

### **Usurpation de la démocratie.**

***En attendant, tant que l'on n'aura pas demandé à tous les citoyens s'ils préfèrent vivre dans une démocratie directe ou de représentation, toute constitution qui n'aura pas été approuvée en ce sens constituera une usurpation de la démocratie.***

Parce que tous les citoyens du monde sont souverains du type de démocratie dans laquelle ils veulent vivre.

---

<sup>3</sup> En allemand *Vernunft* signifie réalité et vérité parce que bien entendu il n'y a pas d'autre vérité que celle de la réalité.

- **Conclusion**

Les dangers encourus par les changements rapides nécessitent des décisions rapides pour contrer les effets dévastateurs et irréversibles qui peuvent se produire. Les effets de la pollution d'aujourd'hui sur l'effet de serre ne se manifesteront que dans 35 ans.

Nous devons donc prévoir au moins 40 ans à l'avance pour pouvoir éviter une catastrophe.

Nous ne pouvons plus vivre dans une « société du précipice ». Nous ne pouvons plus courir vers le vide et nous arrêter à la dernière minute lorsque nous avons un pied au-dessus du précipice, parce que le précipice vient vers nous 35 fois plus vite que nous nous allons vers lui. Ce qui signifie que sur le plan environnemental, nous devrions reculer dès maintenant plutôt que d'aller plus vite vers l'avant.

Comme seulement les individus les plus progressifs changent leurs habitudes rapidement, il faudra agir avec coercition rapidement pour que tous se soumettent aux nouvelles réalités qui changent trop vite pour attendre que les gens changent leurs habitudes désuètes et qui sont, et seront de plus en plus, désastreuses pour tous.

Comme les problèmes sont maintenant mondiaux, il faut maintenant se faire à l'idée que seule une vraie démocratie mondiale peut permettre de mettre en place des normes à l'aide d'un nouveau droit international.

**Doit-on attendre que les gouvernements mettent en place un pouvoir normatif international, ou bien, tous les citoyens ne doivent-ils pas s'investir du pouvoir qui leur revient de droit?**

**Parce que si nous attendons après les gouvernements pour remettre leur pouvoir législatif entre les mains de tous les citoyens nous risquons d'attendre... longtemps!**

Participez dès maintenant, en grand nombre, à toutes les questions du référendum international sur le site [www.referenduminternational.org](http://www.referenduminternational.org)

Faites entendre votre voix au sujet des différentes questions majeures du 21e siècle et des siècles à venir.

Les gouvernements qui se prétendent démocratiques, et même les autres, ne pourront que se soumettre aux décisions prises par tous les citoyens. Sinon nous saurons quels sont les gouvernements qui ne sont en fait que de fausses démocraties servant des intérêts particuliers, des dictatures « démocratiques ».

Voici un aperçu des questions auxquelles vous pouvez voter : Questions et résultats préliminaires au 12 août 2005:

-Qui doit décider des normes internationales?

Tous les citoyens? **87%** Un gouvernement élu? 13 % Je ne sais pas? 0 %

-Êtes-vous pour la création du Gouvernement mondial avec pouvoir de légiférer des normes internationales? Oui? **83%** Non? 17% Je ne sais pas? 0 %

-Préférez-vous vivre dans une démocratie Directe? **100%**. de représentation? 0% Je ne sais pas? 0 %

-Est-ce que tous les gouvernements doivent se soumettre à la cour pénale internationale? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Est-ce que toutes les armées du monde doivent être sous l'égide des casques bleus?

Oui? **67 %** Non? 0% Je ne sais pas? 33 %

-Est-ce que le référendum international par Internet doit être permanent et est-ce que les citoyens peuvent changer tous leurs votes en tout temps? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Toutes formes de subventions aux entreprises est interdites dans toutes Nations? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-Toutes les sortes d'armes et de munitions ne peuvent être vendues qu'aux casques bleus et aux corps de police? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

-La liberté d'une personne s'arrête là ou la liberté d'une autre personne commence? Oui? **100 %** Non? 0 % Je ne sais pas? 0 %

Et dans une vraie démocratie vous pouvez soumettre des projets de normes internationales, voter et... changer d'idées en tout temps 24h sur 24.

## **Instructions**

1- Lire le manifeste.

2- Indiquez par courriel si vous désirez être signataire de ce manifeste?

À : [Courriel](#)

-prenez soin d'indiquer vos noms, pays et occupations.

3- Tous les commentaires, modifications et suggestions, seront les bienvenus.

**Une contribution financière ou bénévole au développement du site [www.referenduminternational.org](http://www.referenduminternational.org) serait très appréciée.**

À : [Courriel](#)

**Merci**

Yves Marineau  
Fondateur  
Comité international pour une vraie démocratie

**N.B. Si vous voulez faire la traduction dans toute langue veuillez nous contacter.**

**Doit-on attendre que les gouvernements mettent en place un pouvoir normatif international, ou bien, tous les citoyens ne doivent-ils pas s'investir du pouvoir qui leur revient de droit?**

**Parce que si nous attendons après les gouvernements pour remettre leur pouvoir législatif entre les mains de tous les citoyens nous risquons d'attendre... longtemps!**

**Votez en ligne à:**

**[www.referenduminternational.org](http://www.referenduminternational.org)**

La politique est une chose trop importante pour être laissée entre les mains des politiciens.

**Il est grand temps que tou(te)s les citoyen(ne)s s'impliquent :**

- 1- Envoyez cette page à tous : <http://www.referenduminternational.org>
- 2- Diffusez la version eBook du manifeste : <http://edition.qualitaspro.net/>
- 3- Joignez le groupe Facebook : <http://on.fb.me/ejrzFG>
- 4- Invitez tous vos amis sur Facebook.
- 5- Suivez-moi sur Twitter : <http://bit.ly/i1U5xy>  
et sur Facebook: <http://on.fb.me/h1hyna>
- 6- Devenez bénévoles :  
<http://referenduminternational.org/B%E9n%E9voles.php>
- 7- Faites un don : <http://bit.ly/gDyfLB>

**Mouvement pour une vraie démocratie mondiale**